

Quant à l'inflation, le député de York-Simcoe (M. Stevens) nous place au treizième ou quatorzième rang, ce que le député de Scarborough a nié. Tel n'est pas notre rang. Nous nous trouvons au deuxième, troisième ou quatrième rang, mais non au treizième ou quatorzième rang parmi les pays industriels en ce qui concerne l'inflation. Notre situation est meilleure que celle de la plupart des pays.

Je n'ai aucune idée de ce que voulait dire le député de Gloucester (M. Breaux) en parlant de nationalisation. Nous ne nationalisons rien du tout. Le député de Calgary-Centre (M. Andre) a-t-il quelque chose contre les sociétés de la Couronne? Veut-il dire qu'il est contre le maintien d'Air Canada, contre le maintien d'Air Canada, contre le maintien de CN, contre la transformation du ministère des Postes en société de la Couronne? Qu'allons-nous faire au juste?

Il est plutôt naïf de penser que le gouvernement devrait se défendre d'intervenir. Il n'y a pas de gouvernement dans le monde entier qui ne soit intervenu dans les affaires. L'idée qu'avec l'entreprise privée tout aille pour le mieux dans le meilleur des mondes est probablement l'idée la plus vieillotte depuis qu'Ève ait tenté Adam avec la pomme.

M. Andre: Pourquoi ne lisez-vous pas la déclaration de votre propre premier ministre? C'est ce qu'il a dit.

M. Railton: Vous avez le choix. Il y a des pays totalitaires de gauche ou de droite. Il y a des pays dits démocratiques. Mais aucun de ces pays à régime dit démocratique ne peut se tirer d'affaire sans que son gouvernement n'intervienne de temps à autre de façon raisonnable et responsable. Voilà comment il faut considérer la création de Petro-Canada.

● (2132)

Petro-Canada a été créée dans un but précis. Le député de Calgary-Centre (M. Andre) m'accompagnait, moi et plusieurs autres qui sommes allés dans le grand Nord étudier les questions d'énergie, des mines et de ressources naturelles. Le député a vu le lancement du projet Syncrude. Il a vu Great Canadian Oil Sands travailler les sables bitumineux. Il est allé avec nous tous à Yellowknife, à Inuvik et dans les îles de l'Arctique. Nous avons vu Prudhoe Bay. Le député parle des merveilleux champs pétrolifères du Mexique. Nous avons autant de pétrole dans les îles de l'Arctique et de gaz dans la mer de Beaufort, en Alberta et dans le bassin du Mackenzie qu'il y en a en Arabie Saoudite ou au Mexique, mais il faut nous y attaquer et nous rendre autodépendants.

Nous devrions avoir déjà compris pour quelles raisons Petro-Canada a été créée. Notre secteur du pétrole et du gaz est sous la coupe des compagnies pétrolières étrangères. Inutile de nous le cacher. Il y a très peu de sociétés pétrolières canadiennes, hors celles dans lesquelles nous essayons d'intervenir. Petro-Canada joue un rôle de guide, d'inspirateur et de leader pour les autres sociétés pétrolières du Canada. N'oublions pas qu'après le quadruplement des prix pétroliers, décrété par le monde arabe en 1973 et 1974, les derricks sont disparus de l'Alberta

Pouvoir d'emprunt—Loi

et du Grand Nord. Et cela parce que nous n'avons pas de sociétés pétrolières canadiennes. Nous n'avons pas de politique pétrolière fondée sur Petro-Canada. Les sociétés étrangères ont voulu faire croire aux Canadiens que nous dépendions d'elles. Voilà pourquoi Petro-Canada a été créée.

Cette intervention de l'État a été marquante, et elle va contribuer à nous assurer l'autosuffisance. Nous avons beaucoup plus que les États-Unis. Il a fallu deux ans pour que le programme énergétique de ce bon président Carter franchisse le Congrès. Nous avons démarré un an ou deux avant le président Carter. A cause de leur taille et de leur proximité, les États-Unis n'arrivent pas à croire nos arguments, en raison des chimères entretenues à Washington par un lobby qui dépense sans compter. Les États-Unis n'ont pas encore écouté ce que nous leur disons, mais ils seront heureux de le faire avec le temps.

Le député de Calgary-Centre a critiqué la politique sociale. Je me demande bien quel programme social il voudrait supprimer. La sécurité de la vieillesse? Les allocations familiales? L'assurance soins médicaux et hospitalisation? Quel est le programme de sécurité sociale que le député voudrait voir disparaître? Il parle d'irresponsabilité. Il n'y a probablement pas eu un seul gouvernement au Canada qui ait fait autant pour le citoyen moyen et les pauvres au Canada que ce gouvernement libéral, ces dix dernières années.

Parlons de la question de la dette nationale. Si j'ai dit que la dette nationale per capita était plus élevée ici qu'aux États-Unis, c'est faux. La dette nationale per capita au Canada est moindre qu'elle ne l'est aux États-Unis, et elle est en baisse depuis dix ans. Elle est d'ailleurs descendue également aux États-Unis, où elle est passée de 35 à 27 p. 100.

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Allons donc.

M. Railton: Le député n'en a pas entendu parler il y a deux ou trois semaines? Ce sont des chiffres exacts et la dette per capita est de 2 p. 100 plus bas chez nous qu'aux États-Unis.

On entend les députés dire que nos enfants seront attelés à cette terrible dette. Mais n'est-ce pas, en fait, un investissement pour le Canada? A entendre le député de Calgary-Centre, on dirait qu'il n'a aucune confiance dans l'avenir du Canada.

Les députés devraient se rendre compte que la dette nationale canadienne peut être payée avec un quart du produit national brut, d'une seule année. Tout bien pensé, cela n'est donc pas si énorme.

Je reçois à l'instant une note du secrétaire parlementaire. Je ne sais pas s'il veut me reprendre, mais il fait remarquer que, en proportion, notre dette per capita est moins élevée qu'elle ne l'était il y a dix ans, et elle descend plus vite que la dette nationale aux États-Unis.

Des voix: Bravo!

Une voix: C'est faux.